



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.



NM/I/3

031

ORIGINAL: anglais

DATE: 15 octobre 1974

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

REUNION DES ETATS MEMBRES AVEC DES ETATS NON MEMBRES

Genève, 21 au 23 octobre 1974

NOTES TRANSMISES PAR LES PARTICIPANTS

Note du Canada

Le Département de l'agriculture du Canada a transmis, le 12 septembre 1974, la lettre jointe en annexe au présent document, qui rend compte de la position du Canada à l'égard de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961.

[L'annexe suit]

ANNEXE

Lettre en date du 12 septembre 1974 adressée par M. C.H. Jefferson, directeur de la Plant Products Division, Production and Marketing Branch du Département de l'agriculture du Canada, au Secrétaire général de l'UPOV

En réponse à votre circulaire du 30 avril, No U 94 081.9, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les observations que vous nous avez invités à formuler en vue de les soumettre au Conseil lors de sa prochaine réunion, qui doit se tenir du 24 au 26 octobre 1974.

Depuis plusieurs années, la question de l'institution d'un système de droits d'obtenteur au Canada est sérieusement étudiée dans ce pays. Le Département de l'agriculture du Canada prépare actuellement un dossier sur la question, qui sera soumis aux milieux canadiens intéressés en novembre. Il est probable que ces travaux aboutiront à l'adoption d'une législation.

En plus des raisons qui conduisent habituellement à envisager l'adoption d'une législation sur les droits d'obtenteur, deux considérations, s'inscrivant dans une perspective internationale, entrent également en ligne de compte au Canada.

1^o D'une part, le Canada souhaite que les agriculteurs canadiens puissent continuer à obtenir les variétés d'autres pays. Or, les détenteurs de variétés protégées dans d'autres pays pourraient hésiter à commercialiser leurs variétés au Canada s'ils n'étaient pas en mesure d'obtenir une protection comparable.

2^o D'autre part, le Canada désire faciliter la protection des variétés canadiennes dans d'autres pays, afin qu'elles puissent être utilisées au profit de chacun.

Ces objectifs pourraient être plus facilement réalisés si le Canada était membre d'une organisation internationale servant de forum pour identifier les intérêts communs et mettre au point des méthodes, des procédures et des normes communes pour tous les pays. L'UPOV est une organisation qui, semble-t-il, pourrait remplir cette fonction si les contraintes imposées par sa Convention ne présentaient pas plusieurs inconvénients.

Le premier d'entre eux est la structure passablement rigide de la Convention UPOV, qui semble avoir découragé les adhésions. L'UPOV ne compte en effet actuellement que six pays membres, tandis que 23 pays appliquent les systèmes de l'OCDE pour les semences et que l'Association internationale d'essais de semences regroupe plus de 50 pays.

La liste contraignante des genres prévue à l'article 4 constitue un motif d'objection majeur à la Convention. Elle oblige en effet à prévoir l'adoption d'une législation en fonction d'une liste d'espèces, sans tenir aucun compte des priorités nationales. Si le Canada était un Etat signataire, cette Convention l'obligerait par exemple à prévoir d'ici huit ans la protection d'espèces telles que le raygrass et la laitue qui n'ont qu'une importance très limitée au Canada. Il serait peut-être possible d'atteindre l'objectif final de la Convention en modifiant le paragraphe 3) comme suit : "Au moment de l'entrée en vigueur de la Convention sur son territoire, chaque Etat de l'Union applique les dispositions de la Convention à cinq genres au moins; il s'engage, en outre, à appliquer lesdites dispositions a) à au moins deux autres genres dans un délai de trois ans et b) à au moins quatre autres genres dans un délai de six ans".

Les obligations concernant les dénominations semblent également imposer des restrictions injustifiées. Au Canada, les variétés de maïs et de sorgho reçoivent habituellement une dénomination qui est la combinaison d'un mot ou d'une série de lettres suivie d'un numéro. Le mot ou la série de lettres correspond à un nom d'entreprise tandis que les numéros indiquent les différentes variétés. Ce système est bien établi et identifie clairement les variétés aux yeux du consommateur. Il ne semble pas avoir entraîné un nombre excessif d'erreurs ou de confusions. Nous voyons par conséquent peu de raisons de le modifier. D'autre part, il nous semble extrêmement difficile de devoir continuellement créer et vérifier de nouvelles dénominations pour toutes les nouvelles variétés de maïs obtenues, qui sont très nombreuses. En moyenne, une quarantaine de nouvelles variétés de maïs sont, en effet, autorisées chaque année au Canada.

Le rapport sur les discussions relatives aux dénominations variétales qui se sont déroulées lors de la réunion de 1973 confirme que les membres de l'UPOV ont décidé de ne pas tenir compte des avis communiqués par les autres organisations internationales consultées. Cette attitude est de nature à préoccuper sérieusement un Etat qui envisage de devenir membre, surtout si elle ne semble pas être dictée par le souci de développer l'action de l'organisation en vue de répondre aux besoins internationaux.

Au fur et à mesure que progresse la mise au point d'un système de protection au Canada, d'autres aspects de la Convention UPOV et de ses modalités d'application peuvent être considérés comme des obstacles sérieux à l'adhésion du Canada. Deux éléments déjà pris en considération à cet égard sont d'une part le facteur coût et d'autre part l'ensemble des opérations et procédures destinées à confirmer qu'une variété est unique, stable et homogène.

En réponse à votre invitation du 19 août, j'ai l'intention d'assister à la prochaine réunion du Conseil en tant que représentant du Canada. L'autre représentant sera le Dr D. Huntley, qui est conseiller du Département pour les questions relatives aux droits d'obtenteur.

Nous nous félicitons de pouvoir assister à cette réunion, qui nous donnera l'occasion de vous rencontrer et de prendre contact avec les représentants d'autres pays.

[Fin du document]